

DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nombre de
Conseillers :

En
exercice 67

Présents 53

Votants 58

Dont 5 procurations

L'an deux mille vingt quatre le : Jeudi 31 Octobre à 18 H 30
le Conseil Communautaire dûment convoqué,
s'est réuni en session ordinaire à la MJC de Fours

sous la Présidence de M. Serge CAILLOT, Président.

Date de convocation : 24 Octobre 2024

Etaient présents :

- Achun : Denis LARUE
- Alluy : Patrice BONNET
- Aunay en Bazois : William BARDOT Supplée Patrick CHAUSSAT
- Avrée : Georges CHÂTEAU
- Biches : Nicolas DESOINDRE Supplée Annie LECERF
- Brinay : Pierre TISSIER-MARLOT
- Cercy-la-Tour : Julien DENOUEL, Caroline MARCEAU,
Jean-Michel AGEZ, Monique BERNARD,
Marie-Laure PARMENTIER, Michel MULOT
- Charrin : Serge CAILLOT, Hervé GARÇON
- Châtillon-en-Bazois : Michel MARIE,
Christine MASCARELLO,
Jean-Christophe SAVE
- Chiddes : Bernadette MADINSKI
- Chougny : /
- Dun sur Grandry : /
- Fléty : Romain COUGNY
- Fours : David BONGARD, Frédéric LEMOINE
- Isenay : Pascal PETIT
- La Nocle-Maulaix : Pascal PERRIN
- Lanty : Annick BERTRAND
- Larochemillay : /
- Limanton : Patrick REVENEAU
- Luzy : Jocelyne GUERIN, Sylvie DELAVELLE, Olivier FAURE,
Florence CHANDIOUX, Thierry DESCOURS,

OBJET :

REGLEMENT

POUR LA PREVENTION

DES CONFLITS

D'INTERÊTS



Certifié exécutoire

Reçu en préfecture
ou en Sous-Préfecture
le : 02/11/2024

Publié ou notifié
le : 02/11/2024

Envoyé en préfecture le 02/12/2024

Reçu en préfecture le 02/12/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20241031-2024_CC_161-DE



.../...

- **Maux** : Paul DUSSAULE
- **Millay** : Christian POUCHELET
- **Montambert** : Marie-Christine ROY
- **Montapas** : Ghislaine ROQUEFORT Supplée Jean-Pierre FREGUIN
- **Montaron** : Thierry BEUGNON
- **Mont et Marré** : Sylvain BONNODOT
- **Montigny sur Canne** : Antoine-Audoine MAGGIAR

- **Moulins-Engilbert** : Serge DUCREUZOT, Marie-Claire RANVIER,
Jean-Paul LAMBOURG, Elisabeth JOSSE

- **Ougny** : /

- **Poil** : /

- **Préporché** : Thierry PACHOUT Supplée René DUVERNOY

- **Rémilly** : Jean-Paul MARGERIN

- **Saint Gratien Savigny** : Jean-Paul REVERDIAU

- **Saint Hilaire Fontaine** : Marcel CANTAT Supplée Claude ROYÉ

- **Saint Honoré les Bains** : Didier BOURLON, Jean-Jacques LAMALLE

- **Saint-Seine** : Serge SAUVAGET (Départ à 20 h15)

- **Savigny Poil Fol** : Bernard LEBLANC

- **Semelay** : /

- **Sermages** : Dominique STRIESKA

- **Tamnay en Bazois** : /

- **Tazilly** : Pascal GUERIN

- **Ternant** : /

- **Thaix** : David JOYEUX

- **Tintury** : /

- **Vandenesse** : Audrey BILLOUÉ

- **Villapourçon** : Patrick LORGÉ

Procurations de :

- 1 – M. Michel DURAND à M. Sylvain BONNODOT
- 2 – M. Thierry LAPORTE à M. Denis LARUE
- 3 – M. Alban BEAUZON à M. Serge DUCREUZOT
- 4 – M. Gilles GONIN à Mme Florence CHANDIOUX
- 5 – Mme Floor NUSINK à Mme Jocelyne GUERIN

REGLEMENT POUR LA PREVENTION

DES CONFLITS D'INTERÊTS

Monsieur le Président explique qu'afin de prévenir les conflits d'intérêts, qui sont sources de contentieux croissants, et de protéger les élus dans leur mission, un projet de règlement portant sur la prévention des conflits d'intérêt a été élaboré.

La référente déontologue a été saisie via le centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Nièvre. Elle a rendu son avis. De manière générale, elle valide ce projet, sans pour autant se prononcer sur l'intérêt lié à l'attribution d'une aide à une association lorsqu'un élu fait partie d'une association et qu'il siège au Conseil Communautaire. Il faut prendre en compte l'influence que l'élu peut avoir lorsqu'une décision est prise.

Il est à noter que le conflit d'intérêt naît à la source de la décision c'est-à-dire dès lors qu'il y a une décision préparatoire, par exemple en commission. Cela n'interdit pas à l'élu de présenter un dossier, mais il ne doit pas prendre part à la proposition ou à la décision, et ne pas influencer les membres présents ou délibérants.

Ce projet de règlement, qui permet d'appliquer les textes dans le contexte local de la Communauté de Communes et de son territoire, et est doté d'exemples de cas pratiques, aura une portée importante pour aider les élus à identifier les sources de conflit d'intérêt, et ainsi prévenir les risques qui sont nombreux, et parfois complexes à appréhender.

Le projet de règlement est présenté.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire approuve le règlement de prévention des conflits d'intérêts.

Voix pour 57, abstention 1, contre 0

Envoyé en préfecture le 02/12/2024

Reçu en préfecture le 02/12/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20241031-2024_CC_161-DE



**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 31 Octobre 2024**

**Le Secrétaire de Séance,
Frédéric LEMOINE.**



**Le Président,
Serge CAILLOT.**

REGLEMENT INTERIEUR PORTANT SUR LA PREVENTION DES CONFLITS D'INTERET

Guide pratique interne





Table des matières

I. Le conflit d'intérêt.....	4
1. Définition du conflit d'intérêt	4
2. Les intérêts à titre personnel ou privé	4
3. Les intérêts en qualité de mandataire	4
4. Quelles sont les situations de conflits d'intérêts ?	4
5. Que faire en cas de situations de conflit d'intérêt ?	7
IV – Foire aux questions.....	9

Envoyé en préfecture le 02/12/2024

Reçu en préfecture le 02/12/2024

Publié le



ID : 058-200067882-20241031-2024_CC_161-DE

Afin de permettre une application de la Loi sur la prévention des conflits d'intérêts au sein du Conseil Communautaire, il a semblé utile de définir un règlement dont l'objectif est de mettre en place des pratiques sécurisantes pour les élus membres du Conseil Communautaire qui seraient appelés à participer au vote de décisions dans lesquelles ils ont un intérêt, soit à titre personnel, soit à titre de mandataire, d'en définir la portée et de l'appliquer à chaque fois qu'il en apparaît nécessaire.

L'article L2131-11 (code général des collectivités territoriales) dispose que :

« Sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet, soit en leur nom personnel, soit comme mandataires. »

Lors du Conseil Communautaire d'installation en date du 16 juillet 2020, a été lue aux Conseillers Communautaires, qui en ont pris connaissance, en application de l'article L 1111-1-1 du Code Général des Collectivités Locales, **la charte de l'élu local**, dans les termes suivants :

1. L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité.
2. Dans l'exercice de son mandat, l'élu local poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.
3. L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.
4. L'élu local s'engage à ne pas utiliser les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions à d'autres fins.
5. Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.
6. L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné.
7. Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions.

I. Le conflit d'intérêt

1. Définition du conflit d'intérêt

En application de l'article 2 de la loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, la notion de « conflit d'intérêts » est définie comme « *toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction* ».

Cette définition met en évidence 3 critères du conflit d'intérêts :

- Le responsable public doit **détenir un intérêt**.
- Cet intérêt doit **interférer avec l'exercice d'une fonction publique**.
- Cette interférence doit « ***influencer ou paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction*** ».

2. Les intérêts à titre personnel ou privé

L'article L 1111-1-1 alinéa 3 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que « *l'élu local veille à prévenir à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote* ».

Le conflit d'intérêt à titre personnel est caractérisé par le lien direct entre l'objet et l'élu concerné (personnel ou professionnel).

Le fait d'adhérer, à titre personnel, à une personne morale, sans être désigné par la Communauté de communes, entre dans ce champ.

Le conflit d'intérêt personnel concerne la personne par elle-même, mais aussi par extension son conjoint, ses ayants droits directs (enfants, parents, frères et sœurs).

3. Les intérêts en qualité de mandataire

Définition de la qualité de mandataire : Les représentants d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales désignés pour participer aux organes décisionnels d'une autre personne morale de droit public ou d'une personne morale de droit privé.

Le conflit d'intérêt des mandataires fait l'objet d'une adaptation définie par la Loi et le Code Général des Collectivités Territoriales selon les dispositions suivantes.

4. Quelles sont les situations de conflits d'intérêts ?

a) Les personnes ayant un intérêt personnel

Cet intérêt peut être direct (une autre activité professionnelle) ou indirect (l'activité professionnelle du conjoint), privé (la détention d'actions d'une entreprise) ou public (un autre mandat électif), matériel (une rémunération) ou moral (une activité bénévole ou une fonction honorifique).

Cet intérêt doit interférer avec l'exercice d'une fonction publique.

Il y a un conflit d'intérêts quand l'interférence est suffisamment forte pour soulever des doutes raisonnables quant à la capacité du responsable public pour exercer ses fonctions en toute objectivité.

b) Le cas particulier des mandataires

Les mandataires ne sont considérés comme ayant un intérêt...

En application, la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite loi 3DS), et en application de l'article L. 1111-6 du code général des collectivités territoriales (CGCT) :

*« I : Les représentants d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales désignés pour participer aux organes décisionnels d'une autre personne morale de droit public ou d'une personne morale de droit privé en application de la loi **ne sont pas considérés, du seul fait de cette désignation, comme ayant un intérêt**, au sens de l'article L. 2131-11 du présent code, de l'article 432-12 du code pénal ou du I de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, lorsque la collectivité ou le groupement délibère sur une affaire intéressant la personne morale concernée ou lorsque l'organe décisionnel de la personne morale concernée se prononce sur une affaire intéressant la collectivité territoriale ou le groupement représenté.*

... mais, dans certaines situations, ils ne peuvent pas participer aux décisions de la collectivité territoriale...

Article L. 1111-6 du code général des collectivités territoriales (CGCT) :

***II : Toutefois, à l'exception des délibérations portant sur une dépense obligatoire au sens de l'article L. 1612-15 du présent code et sur le vote du budget, les représentants mentionnés au I du présent article ne participent pas aux décisions de la collectivité territoriale ou du groupement** attribuant à la personne morale concernée un contrat de la commande publique, une garantie d'emprunt ou une aide revêtant l'une des formes prévues au deuxième alinéa du I de l'article L. 1511-2 et au deuxième alinéa de l'article L. 1511-3, ni aux commissions d'appel d'offres ou à la commission prévue à l'article L. 1411-5 lorsque la personne morale concernée est candidate, ni aux délibérations portant sur leur désignation ou leur rémunération au sein de la personne morale concernée ».*

... à l'exception de certains représentants désignés explicitement par la loi

Article L. 1111-6 du code général des collectivités territoriales (CGCT) :

III. Le II du présent article n'est pas applicable :

1° Aux représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements qui siègent au sein des organes décisionnels d'un autre groupement de collectivités territoriales en application des textes de valeur législative ;

2° Aux représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements qui siègent au sein des organes décisionnels des établissements mentionnés aux articles L. 123-4 et L. 123-4-1 du code de l'action sociale et des familles et à l'article L. 212-10 du code de l'éducation.

De par la loi (III.2° ci-dessus), sont exclus du champ présumé du conflit d'intérêt les représentations suivantes :

- Etablissements publics locaux, régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale
- Etablissements publics locaux d'enseignement
- Etablissements publics de santé
- Caisses de crédit municipal
- Missions locales
- Agences d'urbanisme
- Maisons de l'emploi
- CAUE
- Offices publics de l'Habitat
- Etablissements publics de coopération culturelle (EPCC)
- Comités départementaux et régionaux du tourisme
- Maisons départementales de personnes handicapées
- Groupements d'intérêt public (GIP), lorsque la collectivité en est membre.

En ce qui concerne la **Communauté de Communes Bazois Loire Morvan**, il s'agit des organes décisionnels suivants :

- PETR Nivernais Morvan
- Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional du Morvan
- Nièvre Numérique
- Syndicat mixte d'équipement touristique du Canal du Nivernais
- Syndicat de Gestion des déchets du centre nivernais
- Etablissement public foncier
- GIP ARNIA (****)
- La Fabrique emploi et territoires (intégrée au réseau national des maisons de l'emploi *)
- Nièvre attractive (intégrée au réseau national des comités départementaux de tourisme **)
- Nièvre Ingénierie (établissement public local ***)
- SIEEEN

Ne sont pas concernés :

- Mission numérique du Pays Nivernais Morvan (association)
- Initiatives Nièvre (association)
- Centres Sociaux (associations)
- Associations de manière générale
- Entreprises de manière générale

(*) <https://www.lafabriqueemploi.fr/de-nouveaux-statuts-une-nouvelle-aventure-pour-la-fabrique/>

(**) <https://nievre-attractive.com/qui-sommes-nous/nievre-attractive/> L'Agence d'attractivité et de développement touristique de la Nièvre **partage les valeurs portées par la fédération des organismes institutionnels du tourisme: ADN Tourisme**, créé le 11 mars 2020, qui rassemble 1200 adhérents, 12 700 salariés des comités régionaux du tourisme, des agences de développement touristiques et des offices de tourisme de France

(***) <https://www.nievreingenierie.com/lagence/> L'Agence technique départementale Nièvre Ingénierie est un Etablissement Public Administratif créé en 2019

(****) <https://www.ternum-bfc.fr/organisme-public> L'ARNia, Agence Régionale du Numérique et de l'intelligence artificielle est un GIP (Groupement d'Intérêt Public) chargé d'une mission d'intérêt général à but non lucratif. Il propose principalement des prestations à ses adhérents du service public local.

5. Que faire en cas de situations de conflit d'intérêt ?

En application des textes, et en particulier de l'article L 1111-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, que ce soit en cas de conflit d'intérêt privé ou en tant que mandataire dans certaines situations, l'élu concerné a l'obligation de signaler sa situation au Président et aux élus du Conseil Communautaire. En cas de manquement, il sera tenu personnellement responsable.

a) Le déport obligatoire

Le déport de l'élu concerné est obligatoire lorsque la collectivité décide de l'attribution, au profit de la personne morale concernée, **sauf pour les organismes ci-dessus à l'article 4.b) du présent règlement, de :**

- un contrat de la commande publique
- une subvention (*)
- une bonification d'intérêts
- un rabais sur le prix de vente, de location ou de location-vente de terrains nus ou aménagés ou de bâtiments neufs ou rénovés
- un prêt, avance remboursable ou crédit-bail
- garantie d'emprunts

D'autre part, l'élu ne peut pas participer :

- ni aux commissions d'appel d'offres ou à la commission de délégation de service public lorsque la personne morale concernée est candidate,
- ni aux délibérations portant sur leur désignation ou leur rémunération au sein de la personne morale concernée.

Seules sont concernées les fonctions de Président ou membre du bureau, ou bureau exécutif d'une personne morale, ou ayant une influence dans la décision de la personne morale.

L'élu concerné peut présenter un rapport d'information, mais il s'abstient de participer à la décision, y compris dans ses actes préparatoires (commission par exemple). Il n'est pas obligatoire qu'il quitte la salle durant le vote, mais ne doit pas influencer la décision, et dans ce sens, doit pouvoir être distingué des votants. Durant ce vote, il n'est pas compris dans le quorum des présents.

Le déport n'est donc pas obligatoire en ce qui concerne le vote du budget dans sa globalité, de même que le compte administratif, et en ce qui concerne des dépenses obligatoires.

(*) Toutefois, les élus n'ont pas à se déporter du vote du budget. Ainsi, les subventions dont l'attribution n'est pas assortie de conditions d'octroi et dont le versement est décidé au moment du vote du budget, dans une ligne budgétaire dédiée ou dans un état annexé (articles L. 2311-7 et L. 4311-2 du CGCT), n'ont pas à donner lieu à déport.

b) Le cas particulier des membres d'associations

Les simples adhérents d'une structure publique ou privée n'exerçant pas de fonctions exécutives ou décisionnelles, et n'ayant pas d'influence réelle sur la vie de l'association(*), ne sont pas concernées par le déport systématique, sauf si dans le cas d'une entreprise privée, ils détiennent une part majoritaire des fonds, soit directement, soit via des proches dont la liste est définie à l'article 2.a. La situation doit être examinée au cas par cas.

Par avis en date du 22 mai 2022, la Haute Autorité pour la transparence dans la Vie Publique (HATVP) a indiqué que « *le simple fait qu'un élu soit adhérent d'une association ne constitue pas, à lui seul, un intérêt personnel suffisamment important pour justifier des déports systématiques, une analyse au cas par cas devant alors être menée au regard, notamment, d'une part, de la nature de l'association, son objet et le nombre de ses adhérents et, d'autre part, de l'objet de la délibération et du contexte dans lequel elle intervient* ».

Envoyé en préfecture le 02/12/2024

Reçu en préfecture le 02/12/2024

Publié le



ID : 058-200067882-20241031-2024_CC_161-DE

IV – Foire aux questions

Je suis représentant de la CCBLM dans un des groupements de collectivités suivants :

- *PETR Nivernais Morvan*
- *Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional du Morvan*
- *Nièvre Numérique*
- *Syndicat de Gestion des déchets du centre nivernais*
- *Etablissement public foncier*
- *Syndicat mixte d'équipement touristique du Canal du Nivernais*
- *GIP ARNIA*
- *La Fabrique emploi et territoires (intégrée au réseau national des maisons de l'emploi)*
- *Nièvre attractive*
- *Nièvre Ingénierie*
- *SIEEEN*

est-ce que je peux participer aux réunions de commissions et délibérer sur l'ensemble des sujets portant sur ces groupements de collectivités ?

→ Oui

Je suis Vice-Président d'un des organismes suivants :

- *Mission numérique du Pays Nivernais Morvan*
- *Initiatives Nièvre*
- *Centre Social du Bazois*
- *Centre social Entre Loire et Morvan*
- *Centre social de Moulins-Engilbert*
- *Centre social de Luzy*

est-ce que je peux participer aux réunions de commissions et délibérer sur l'attribution d'une subvention pour cet organisme ?

→ Non, le dépôt est obligatoire, il convient de sortir de la salle lors du débat et du vote.

Je suis Président d'un des organismes suivants :

- *Mission numérique du Pays Nivernais Morvan*
- *Initiatives Nièvre*
- *Centre Social du Bazois*
- *Centre social Entre Loire et Morvan*
- *Centre social de Moulins-Engilbert*
- *Centre social de Luzy*

est-ce que je peux participer aux réunions de commissions et délibérer sur la signature d'une convention de partenariat sans engagement financier avec cet organisme ?

→ Oui

Je suis adhérent aux organismes suivants, sans siéger au conseil d'administration :

- *Mission numérique du Pays Nivernais Morvan*
- *Initiatives Nièvre*
- *Centre Social du Bazois*

- Centre social Entre Loire et Morvan
- Centre social de Moulins-Engilbert
- Centre social de Luzy

est-ce que je peux participer aux réunions de commissions et délibérer sur l'ensemble des sujets portant sur organismes ?

→ Oui

Je suis Présidente d'une association qui a fait une demande de subvention à la CCBLM, est-ce que je peux délibérer pour l'attribution de la subvention à cette association ?

→ Non, le dépôt est obligatoire, il convient de sortir de la salle lors du débat et du vote.

Je suis conseiller communautaire, ma femme est gérante d'une entreprise qui a proposé un devis pour une prestation à la CCBLM, est-ce que je peux délibérer pour la signature du devis ?

→ Non, le dépôt est obligatoire, il convient de sortir de la salle lors du débat et du vote.

Je suis conseiller communautaire, je suis un des associés d'une société louant un bâtiment de la CCBLM, est-ce que je peux délibérer pour la signature du bail avec ma société ?

→ Non, le dépôt est obligatoire, il convient de sortir de la salle lors du débat et du vote.

Je suis conseiller municipal, je suis gérant-associé d'une entreprise qui propose d'acheter un terrain à la CCBLM, est-ce que je peux participer aux débats de la commission sur le choix du candidat qui sera retenu ?

→ Non, le dépôt est obligatoire, il convient de sortir de la salle lors du débat.

Je suis membre d'un Syndicat ou d'un Groupement d'intérêt public, une délibération est proposée pour l'attribution d'un contrat de commande publique, une garantie d'emprunt, ou une aide, est ce que je peux participer à la délibération ?

→ Non, le dépôt est obligatoire, il convient de sortir de la salle lors du débat.

Mon frère est employé par une association gérant un cinéma et une délibération du Conseil Communautaire porte sur le retrait d'une subvention à cette association, qui risque d'aboutir à la suppression de cet emploi, est ce que je peux participer à la délibération ?

→ Non, le dépôt est obligatoire, il convient de sortir de la salle lors du débat.

Je suis membre d'une association sportive, l'octroi d'une subvention permet de financer le déplacement à une compétition, évitant ainsi aux membres d'avoir à le financer, est ce que je peux participer à la délibération ?

→ Non, le déport est obligatoire, il convient de sortir de la salle lors du débat.

Ma fille est Présidente du comité des fêtes qui compte 15 adhérents, je suis simple membre, une délibération propose d'attribuer une subvention, est ce que je peux participer à la délibération ?

→ Non, le déport est obligatoire, il convient de sortir de la salle lors du débat.

Envoyé en préfecture le 02/12/2024

Reçu en préfecture le 02/12/2024

Publié le



ID : 058-200067882-20241031-2024_CC_161-DE